

## La faillite d'un géant

*« Le Zaïre n'est pas encore en faillite (...). Ceux qui parlent de la faillite du Zaïre devraient donner un exemple d'un pays en Afrique où il fait mieux vivre qu'au Zaïre. »*  
(Mobutu, le 22.7.1975 dans une interview exclusive à un journal flamand.)

### Le Zaïre sinistré

Alors que le P.I.B. avait cru régulièrement de 1968 à 1974 à un taux annuel moyen de 7,3 %, il amorce une baisse en 1975 (-6,8 %), 1976 (-4,7 %) et 1977 (pourcentage encore inconnu). Un facteur décisif de l'évolution favorable d'avant 1975 fut sans conteste la hausse spectaculaire du prix du cuivre sur le marché mondial. Une aubaine pour un pays tellement dépendant des recettes fournies par le métal rouge. En 1974, on pourra pourtant se rendre compte que le prix du cuivre peut s'effondrer d'une façon tout aussi spectaculaire (1). De plus, les prix du pétrole et des produits manufacturés se mirent à hausser à la suite de l'inflation dans les pays occidentaux dès 1974.

Etant donné ses structures économiques perverses, le Zaïre deviendra rapidement une zone sinistrée.

### *Le dégradation accélérée des transports*

C'est toute l'économie qui est affectée lorsqu'on ne dispose pas d'une bonne infrastructure de transport. Au Zaïre,

(1) Voir tableau sur l'évolution des cours du cuivre, ci-après.

environ la moitié des 140 000 km du réseau routier est inutilisable : les routes sont en mauvais état, les ponts se dégradent et ne sont pas réparés. A de nombreux endroits, les camions ne peuvent accéder aux zones de la « brousse ». Et pour corser le tout, une série d'entreprises de transport cessèrent leurs activités après les mesures de zaïrianisation et de radicalisation.

Conséquence de la guerre d'Angola, la fermeture du chemin de fer de Benguela vint encore aggraver la situation pour les mines du Shaba. Par cette voie ferrée, qui traverse le territoire angolais, transitait une bonne part des exportations de cuivre (30 %), ainsi que 80 % des importations de matériel lourd et de pétrole. La majeure partie du cuivre quitte aujourd'hui le pays par d'autres ports étrangers, dont East London en Afrique du Sud. La construction du tronçon Ilebo-Kinshasa de la voie ferrée nationale est censée rendre celle-ci plus compétitive.

#### *L'exploitation minière en mauvaise posture*

Nous avons déjà souligné que les recettes de l'État zaïrois dépendaient de la production minière. En 1959, le secteur minier représentait le tiers de tout le secteur commercialisé. Cette production atteindra la moitié 15 ans plus tard. La dépendance est donc croissante.

Les chiffres ci-après démontrent l'importance prise par le cuivre :

- l'exportation du cuivre procure 70 % des devises ;
- les 70 % du budget national proviennent des taxes indirectes, et principalement des droits d'exportation (48 % en 1974). Actuellement ces droits d'exportation sont retenus à concurrence de 90 % sur des produits miniers, et en premier lieu sur le cuivre ;
- en 1974, la Gécamines (2) fournit à elle seule 48,6 % du total des recettes ordinaires de l'État (sous forme de droits d'exportation et d'impôts (3)).

Si le prix du cuivre s'effondre, cela signifie pour un pays comme le Zaïre une véritable catastrophe. A la fin de

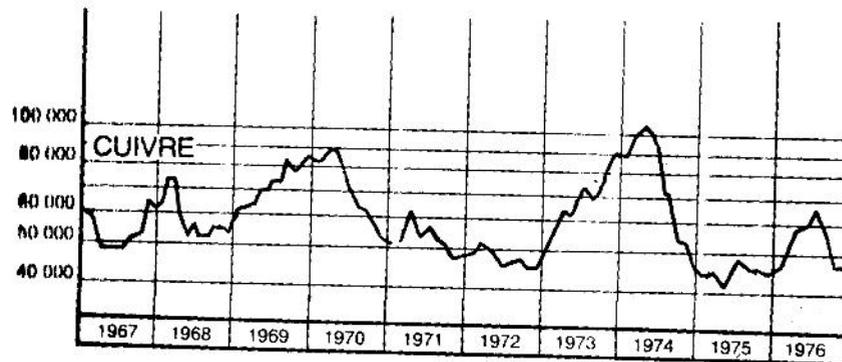
(2) La Gécamines est l'entreprise d'Etat qui exploite parallèlement au cuivre, notamment du cobalt, du zinc, du germanium et de l'argent. Dans une concession de 34 000 km<sup>2</sup>, elle dispose de trois mines sous-terraines, sept à ciel ouvert, deux lieux d'épuration, cinq concentrateurs, quatre usines de raffinage et de traitement, une fonderie électrique. La Gécamines veut amener la production du cuivre à 600 000 tonnes en 1980.

(3) *Afrique Asie*, août-septembre 1976.

1973 et au début de 1974, le cuivre atteint des sommets encore inégalés ; les détenteurs du pouvoir au Zaïre jubilent. Alors qu'à l'Ouest, la crise commence à se profiler, le budget du Zaïre pourra être gonflé à l'extrême. Grande aussi sera la désillusion lorsque, quelques temps après, les prix retombent brusquement à pic. Les prestigieux projets qui avaient été programmés et la façade d'indépendance économique sont compromis.

Malgré une légère reprise en 1976, les cours restent jusqu'à aujourd'hui assez faibles.

Evolution du cours du cuivre (en FB la tonne)



Source : Gécamines, rapport annuel 1976.

#### *L'industrie en crise*

La reprise de l'activité industrielle après 1966 allait de pair avec l'installation de nouvelles entreprises principalement multinationales.

Lorsque survient la récession mondiale en 1975, l'industrie va connaître une crise grave. La baisse des cours du cuivre, la hausse de ceux du pétrole et la fermeture de la voie ferrée de Lobito suite à la guerre avec l'Angola sont des éléments conjoncturels déterminants ; il n'empêche que l'acuité de la crise de l'économie zaïroise ne s'explique que parce que ces facteurs conjoncturels opèrent sur un terrain préparé, une structure économique malade, qui n'offrira aucune résistance. Dès 75, nous avons vu que le P.I.B. amorce une baisse, et les investissements industriels connaissent la même évolution. C'est de 25 % que les

**Investissements agréés dans le cadre du code des investissements**  
(en milliers de zaires) (4)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	Total cumulé
1. Agriculture, élevage, pêche...	1 362	234	6 703	272	21 268	—	—	29 839
2. Industries extractives et métallurgie de base de métaux non-ferreux.....	42 113	1 400	600	712	—	—	2 161	46 986
3. Industries manufacturières.....	21 988	25 941	32 704	3 075	40 049	1 110	4 583	129 450
dont :								
Produits alimentaires.....	847	60	—	68	—	153	2 700	3 828
Boissons.....	749	2 439	5 660	458	24 132	—	—	33 438
Tabacs.....	659	—	—	—	—	—	—	659
Textiles.....	1 368	—	—	126	—	—	190	1 704
Chaussures et cuirs.....	81	8 082	675	—	—	—	—	8 838
Textiles, confections.....	81	—	947	—	—	—	—	10 136
Chimie de consommation.....	9 189	1 189	520	678	—	338	—	3 107
Matériaux de construction.....	382	—	—	—	—	—	—	12 658
Matériel de transport.....	—	9 321	1 520	223	1 594	—	—	—
Industries des minéraux non métalliques.....	5 273	—	17 056	—	8 042	—	—	30 371
Transformation du bois.....	1 609	1 572	5 706	—	185	—	—	9 072
Autres industries manufacturières.....	1 811	3 278	620	1 522	6 096	619	1 693	15 639
4. Services.....	18 118	19 759	6 306	2 282	3 348	—	3 862	53 675
dont :								
Banques.....	5 326	250	120	—	—	—	—	5 696
Bâtimens et travaux publics.....	2 015	349	—	1 359	—	—	2 899	6 622
Transports.....	9 093	19 160	688	519	459	—	—	29 919
Hôtellerie.....	1 528	—	—	—	955	—	963	3 446
Autres services.....	156	—	5 498	404	1 934	—	—	7 992
Total.....	83 581	47 334	46 313	6 341	64 665	1 110	10 606	259 950

(Source : Banque du Zaïre, Rapport annuel, 1976, p. 71.)

(4) Ces investissements sont pour la plus grande part réalisés par des entreprises étrangères.

Investissements chutent en 75 ; on pourra suivre par ailleurs l'évolution défavorable de ceux qui furent agréés dans le cadre du code de 69 au tableau ci-après. Par ailleurs, des investissements très importants furent arrêtés.

La construction de la ligne à haute tension Inga-Shaba est en retard par rapport aux prévisions. Les projets d'exploitation minière S.M.T.F. et d'extension de la Gécamines sont ajournés, puis réduits par rapport au projet initial. Les deux grandes cimenteries souffrent de la crise des transports.

La baisse de la production dans la plupart des secteurs résulte surtout du manque de moyens financiers et de devises permettant l'importation des équipements et approvisionnements nécessaires à la production. La mauvaise orientation et parfois même la non-rentabilité des investissements dont il est question plus haut, ajouté à des détournements de fonds massifs et à la corruption qui permettent l'enrichissement de la clique présidentielle, ont constitué un gaspillage invraisemblable. Aujourd'hui le pays est endetté à l'extrême sans avoir pour autant mis en place un appareil productif qui permettrait le remboursement des prêts. Devant le refus des bailleurs de fonds de remplir encore ce tonneau des Danaïdes, le pays se trouve donc incapable de poursuivre sa production vu le manque de pièces de rechange et d'approvisionnements. Les devises ne sont d'ailleurs pas uniquement réservées à la production, puisque l'oligarchie enrichie en consacre une part importante pour s'offrir des biens de luxe importés, et que la crise agricole est telle que les importations de produits alimentaires sont indispensables. On rencontre bien ici l'un des problèmes fondamentaux de la structure de l'économie zaïroise ; c'est sa dépendance de l'étranger à tous les niveaux : moyens financiers, biens d'équipement, pièces de rechange et approvisionnement, biens de consommation de luxe et alimentaires, sans oublier encore tous les services technologiques sans lesquels les équipements acquis ne peuvent fonctionner. On se rend compte dès lors que même si le plan Mobutu devait se mettre en place, aucun des problèmes de dépendance extérieure ne seraient résolus, bien au contraire ; le contrôle direct exercé sur l'économie et l'encadrement étranger nous rapprocherait encore de la situation coloniale.

Un dernier facteur qui renforce encore la crise de l'industrie zaïroise est la désorganisation provoquée par la zaïrianisation et la radicalisation qui, en fin de compte, atteignent les résultats exactement contraires à ceux qui étaient présentés, à savoir l'indépendance économique.

## La situation tragique de l'agriculture

Qui aborde la crise de l'agriculture zaïroise se réfère généralement aux mesures de zaïrianisation et de radicalisation et aussi parfois aux difficultés politiques des années 1963-1964. Il s'agit là effectivement de causes importantes, mais elles accélèrent simplement un processus dont nous devons rechercher l'origine bien plus tôt, à savoir lors de la colonisation.

Le colonisateur avait mis en place des structures de production agricole, dont les grandes orientations sont restées inchangées jusqu'à aujourd'hui (monocultures). En 1974, tout comme la veille de l'indépendance, 50 % de la production agricole commercialisée est destinée à l'exportation. Celle-ci est, en 1974, davantage encore qu'en 1959, aux mains du grand et moyen capital (5). Les prix des produits agricoles avaient été fixés par l'autorité coloniale à un niveau très bas. Décourageant ainsi la production paysanne pour le marché, le colonisateur tenta d'y remédier par toute une série de mesures coercitives au moyen desquelles il obligeait la population à produire des quantités déterminées de produits vivriers destinés à la commercialisation et l'exportation. Lorsque ces mesures coercitives disparurent en 1960 conjointement à la colonisation, il s'ensuivit une baisse de la production agricole.

Après l'indépendance, l'agriculture commerciale reste axée sur l'exportation. L'exemple de l'huile de palme le démontre : sur une production totale de 175 000 tonnes en 1970, 125 000 tonnes sont exportées et seulement 50 000 tonnes sont consommées dans le pays. Cette source de matières grasses et de vitamines, qui joue un rôle irremplaçable dans l'alimentation, quitte donc en grande partie le pays sans que la population puisse en bénéficier. Une seule multinationale, *Unilever*, produisait au Zaïre, en 1970, plus d'huile de palme que ce qui était destiné au marché intérieur ! La hausse de la production de cette firme au cours des années 1965-1970 fut entièrement absorbée par l'exportation.

Unilever, la 10<sup>e</sup> entreprise au monde, produit à l'ouest des biens alimentaires (margarine, crème glacée, etc.). Les matières

(5) Le coton est une exception : le grand capital ne s'occupe que du traitement et de la commercialisation.

premières pour tous ces produits viennent des entreprises Unilever des pays du sud.

A partir de 1902, Unilever acheta aux autorités belges des concessions. De sorte que l'entreprise était assurée de l'importation d'huiles végétales pour la production de savon et de margarine.

En 1911, Lever constitua la *S.A. des huileries du Congo belge*. Cette société obtint la domination sur cinq régions où poussaient principalement les palmiers. La superficie totale de 75 000 ha pouvait encore s'accroître jusque 200 000 ha et plus. Durant la Première Guerre mondiale, Lever investit une grande partie de son capital disponible dans ses terres au Congo. Le rendement atteignit des sommets élevés. En 1917, Lever implanta une chaîne commerciale dans la colonie, la *SEDEC*. Celle-ci réalisa rapidement de grands profits grâce à l'achat des amandes palmistes et à la vente de produits européens. Les ouvriers occupés dans les plantations étaient obligés d'acheter dans les magasins SEDEC...

En 1925, Lever lança une fabrique de savon à Léopoldville. L'empire au Congo prend de l'extension.

Cinquante ans plus tard, Unilever détient au Zaïre, outre les entreprises et plantations déjà citées, quinze fabriques d'huile qui lui procurent un poids déterminant sur le marché. La multinationale possède sa propre flotte fluviale et de nombreux intérêts dans le secteur agricole (Walls et Lipton pour le café et le thé). Au moment de la zaïrianisation et de radicalisation, Mobutu n'omit pas de présenter Unilever comme le modèle de l'investisseur idéal. Aussi la multinationale s'en tira-t-elle sans trop de mal de cette période. Là où certaines de ses entreprises furent quand même reprises, elles furent parmi les premières à réclamer à nouveau leur participation. L'empire s'accroît encore : de nouveaux points de distribution sont établis et les plantations sont étendues.

A côté des causes structurelles, qui tirent leur origine de la colonisation, d'autres facteurs du passé récent sont survenus pour accentuer la crise. Nous avons déjà cité la zaïrianisation et la radicalisation : les plantations, élevages et cultures ont été en peu de temps complètement anéantis par leurs nouveaux propriétaires. L'infrastructure des transports a été si longtemps négligée que le transport des produits agricoles connaît des difficultés énormes. Dans le nord, cela fait des années que le café n'est plus récolté par suite de l'impossibilité pour les camions de se rendre à l'intérieur du pays.

La réalité se trouve en contradiction flagrante avec le discours du régime qui présente sans cesse l'agriculture comme étant « la priorité des priorités ». La disette s'ins-

talle à certains endroits. A Bukavu (Kivu), les femmes font la file en pleine nuit pour acquérir quelques kilos de manioc, aliment de base (fort médiocre) de cette région. La production commercialisée de manioc a baissé de moitié depuis 1965, de 1 million de tonnes en 1965 à 520 000 tonnes en 1974.

Le petit agriculteur voit ses revenus baisser sans cesse. Il gagne à peine suffisamment pour nouer les deux bouts. Jef Ulburghs, membre des « Wereldscholen » (Ecoles du Monde), fit un voyage d'étude au Zaïre en 1976. Voici quelques-unes de ses constatations :

*La situation est très frappante à Binga (Province de l'Équateur). Dans le passé, c'est une société anversoise qui possédait l'une des quatre plantations où l'on cultivait les noix de palme, le caoutchouc, le café et le cacao, mais depuis, Mobutu en a pris personnellement possession. Avec ses 16 000 ha de sol très fertile, la plantation est la plus rentable du Zaïre et, pour en retirer encore plus d'argent, Mobutu y a fait venir un ensemble de spécialistes, principalement des Blancs. Chaque année, cette plantation lui fournit environ 40 millions de francs belges, qui sont directement versés sur son compte bancaire personnel en Suisse. La plantation occupe 3 500 Africains, qui ne gagnent que 30 makutas par jour (1 zaïre = 100 makutas). C'est terriblement peu : une culière de sel coûte déjà 30 makutas, un verre de sucre en coûte 50, un oignon 60, une culotte d'enfant 300, et pour une chemise, il en faut 500. (...)*

*Dans ce secteur de distribution, Mobutu a distribué largement les privilèges. Ainsi, par exemple, son beau-frère Litho détient pour la province de l'Équateur le monopole de l'achat des noix de palme, du café et du cacao. Il paie ce qu'il veut, et lorsque cela lui chante, il ne récolte pas les produits de l'intérieur. Les dernières deux, trois années, cela s'est d'ailleurs passé ainsi. Par conséquent, une partie de la récolte pourrit, les gens se rendent compte que leur travail est inutile et ne font plus rien, ou alors ils ont revendu leur récolte à des « aventuriers », qui promirent beaucoup, mais ne donnèrent rien. Il en résulte qu'on trouve encore à peine du café au Zaïre, bien que celui-ci soit momentanément extrêmement important, parce que la récolte au Brésil fut ratée. (Extrait de Humo hebdomadaire flamand 14.10.76.)*

La baisse de la production nécessite un recours sans cesse accru à l'importation de produits vivriers. En 1964, les 40 % des quantités totales commercialisées de nourriture sont importées. En 1970, cette proportion s'élève à 56 % et en 1974 à 63 % ! Le Zaïre consacre annuelle-

ment 200 millions de dollars à l'importation de nourriture qui pourrait être produite sur place : viande et maïs de Rhodésie et d'Afrique du Sud, riz des États-Unis, de Chine et d'Italie, etc.

Les méthodes qui furent utilisées par le colonisateur afin d'atteindre un niveau déterminé de production, ont été remises à l'honneur ces dernières années par Mobutu. Dans certaines régions, les paysans se voient à nouveau contraints à fournir une quantité bien déterminée de coton à l'Onafitex (ex-Cotonco), qui commercialise le coton, alors que des cultures rentables, telles que le quinquina, sont interdites. Le salongo, travail obligatoire et non payé d'entretien et de culture, a été décrété. Une loi de mai 1976 fixe le nombre d'habitants dans les centres urbains et prévoit le renvoi des sans-emploi vers la campagne.

Dans la pratique, ces règles ne sont pas toujours effectivement appliquées. La corruption et l'organisation boiteuse d'une part, le boycott et la résistance passive de la population de l'autre, en réduisent la portée.

#### *La vanité des grands projets agricoles*

Lorsque le régime de Mobutu se préoccupe de « développement agricole », il s'oriente principalement vers les grands projets. Ceux-ci concernent surtout la production de riz, maïs et sucre. Le financement en est assuré, dans sa plus grande partie, par l'étranger. La Chine s'occupe de la riziculture, la Belgique de la production de maïs, comme par exemple le gigantesque projet de Kaniama-Kasese, et du projet « sucre ». Ces États fournissent également une contribution au niveau de la formation technique, de l'encadrement et de l'enseignement agricole. Un autre grand projet lancé en 1974 par le C.E.P.S.E. (Centre d'Exécution de Programmes Sociaux et Économiques) en liaison avec la Gécamines prévoit la production de 26 000 tonnes de maïs. Notons que durant la période coloniale, les trusts avaient déjà mis en œuvre quelques grands projets de production vivrière, par exemple, l'Elvalulu ou la C.S.C. (6).

Hier, comme aujourd'hui, ces projets sont destinés à

(6) Société d'élevage de la Luitu : 10 000 têtes de bétail en 1959 ; propriété de l'U.M.H.K.  
Compagnie Sucrière Congolaise : 26 000 tonnes de sucre en 1959 ; propriété de la compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie (C.C.C.I.).

alimenter les fortes concentrations humaines et, en priorité, les zones minières du Shaba-Kasaï et la ville de Kinshasa.

Pour le gouvernement actuel, ces grands projets mécanisés de cultures devraient permettre d'épargner des devises par une autosuffisance en produits alimentaires. En fait, une mécanisation trop poussée est très coûteuse et accroît la dépendance vis-à-vis de l'étranger. Au lieu d'importer du maïs, il faudra importer maintenant des engrais, des machines, de la technologie étrangère. Pour produire, par exemple, 25 000 tonnes de maïs, il faut 4 800 tonnes d'engrais.

Quelles conséquences ces projets auront-ils pour les masses rurales ? Une dynamisation de la production des paysans est à exclure, vu l'immense fossé existant entre les techniques avancées des grands projets et les techniques rudimentaires des paysans. On peut supposer, par contre, que les paysans qui, grâce à leurs efforts et à leur ingéniosité, ont réussi à se tailler une place au niveau du marché local, seront éliminés par la concurrence. Ceci bien entendu si le projet réussit, ce qui n'est même pas nécessairement le cas malgré les moyens énormes dont disposent les réalisateurs des projets. Ce fut notamment le cas pour l'un des plus grands projets agricoles d'Afrique que nous avons déjà mentionné, le projet de Kaniama-Kasese. Ce projet qui a coûté près d'un demi-milliard à la coopération belge n'a rapporté jusque maintenant que 75 millions de FB (7).

### La dette extérieure

Pour l'ensemble des motifs déjà analysés, le Zaïre a été obligé de recourir à des emprunts de centaines de millions de zaïres sur le marché international des capitaux. En une année (de septembre 1974 à septembre 1975), les réserves de change baissèrent de 186 à 38 millions de dollars. Les dettes devinrent si élevées et l'évolution de la situation si défavorable, que le Zaïre ne fut plus en mesure d'honorer ses engagements financiers. Des gouvernements étrangers et les banques internationales font alors pression sur l'État zaïrois. La *Citybank* américaine demande au gouvernement américain d'envisager l'octroi de nouveaux crédits. En octo-

(7) Pour de plus amples informations sur l'échec de ce projet, voir Knack du 8-2-78 et *Werdmogen* du 9-2-78, ou *Info-Zaire* d'avril 78.

bre 1975, la Chase Manhattan annonce que depuis fin juin 1975 près de 352 millions de francs belges n'avaient pas encore été remboursés sur les prêts octroyés.

Les données de la Banque Mondiale donnent un aperçu de la dette extérieure sans cesse croissante du Zaïre :

année	montant total (en millions de dollars)
1965	185,5
1967	294,7
1969	397,5
1970	633,3
1972	762,6
1973	1 530,6
1976	2 900,0

Source : Banque Mondiale.

Au cours de la période 1972-1974, le Zaïre n'a pas emprunté moins de 20 milliards de francs belges auprès de banques étrangères. La Banque Mondiale et les organisations de cette « famille » ont soutenu le Zaïre au cours des 3 dernières années avec quelque 390 millions de dollars, dont 240 millions en provenance de la Banque elle-même. 50 % de l'aide de la Banque Mondiale est allé à la province du Shaba et 52 % des 390 millions à la seule Gécamines.

La dette extérieure zaïroise s'élève actuellement à environ 4 milliards de dollars. C'est la plus importante de toute l'Afrique et, si on calcule par habitant, la plus élevée au monde.

### *Le capital international vient en aide.*

Sous la direction du Fonds Monétaire International (F.M.I.) et de la Banque Mondiale, s'organise en 1976 une première opération de sauvetage de grande envergure. Au programme, deux volets. Le premier concerne le réaménagement de la dette extérieure ; le second, la reconstruction de

Aperçu des intérêts des principaux pays occidentaux au Zaïre (1)

PAYS	Aide (statistiques) officielle	* Investissement (total et secteurs)	Commerce (millions de zaires) (9)	
			Importations	Export.
Belgique	1 <sup>er</sup> pays. 1977 : aide bilatérale 15 milliards F.B. (Spécialor 29.1.77). Selon B. Piret, environ 5,9 milliards F.B. seraient rapatriés annuellement en moyenne au cours de la période 61-70.	Total : 12 milliards de dettes envers l'Etat belge + groupes privés (4). Brasseries, tabac, bois et papier, explosifs, ciment, métallurgie, pétrole, construction, U.M.H.K./Gécamines (Cuivre) (voir la liste en annexe). Entre 50 et 60 000 belges au Zaïre. En 1973 : 15 % de la valeur ajoutée au P.I.B. « Un quart des valeurs cotées en bourse à Bruxelles a des intérêts substantiels au Zaïre » (Trends, 15 décembre 1975). Plus de 50 % du secteur bancaire est en mains belges. Investissements totaux : 1 800 millions de dollars (8).	1970	231,8
			1976	506,9 (3)
Canada	Juin 1976 : prévision d'aide pour un montant de 200 millions de F.B.	Chaussure (Beta), secteur minier.	1974	3,8 (6)
France	2 <sup>e</sup> pays après la Belgique. 1975 : 765 millions de F.B., notamment prêt pour la construction de la « Voix du Zaïre » (radio T.V.). 1976 : 1395 millions F.B., notamment prêt pour les télé-communications. 300 agents dans le cadre de l'aide au développement, dont 142 enseignants. « Centres culturels français » à Kinshasa, Lubumbashi, Bukavu et Kisangani.	Période 1973-75 : 17 milliards F.B. Construction : Dumont, C.G.A., S.G.E. et Inga. Automobile : Renault, Savien, Peugeot. Raffinerie de sucre, textile, plastiques, brasseries. Investissement totaux : 20 millions de dollars (8).	1970	35,4
			1976	84,1
Grande-Bretagne		Au total jusqu'en 1976 : 3,6 milliards F.B. (5). British Diamond : commercialisation du diamant. Produits huiliers : Unilever Construction, mines d'étain, tabac (B.A.T.), automobile, textile. Investissements totaux : 60 millions de dollars (8).	1970	22,6
			1976	55,2
Japon		Automobile (Fiat), construction (Ibex), câbles (Cantora).	1970	50,0
			1976	94,1
Pays-Bas	1974 : accord de coopération.	Plus important des investisseurs récents (jusqu'en 75). Cuivre : sodimina (Nippon Mining Cy), S.M.T.F. (Mitsui 14 %), pétrole, construction.	1970	18,8
			1976	70,8
Etats-Unis	1976 : croquis : 146 millions F.B. Météorite : 1180 Prêts et annués : 2024. Total : 4672 millions. 1977 : Météorite : 1 208, dont 1 120 de matériel	Investissement total : 1 milliard \$ (40 milliards F.B.). 1970-75 : 750 millions \$ (32 milliards F.B.). Construction : Morrison & Knudsen. Cuivre : S.M.T.F. (Amoco 28 %). Général Motors, Ford, Goodyear, I.T.T., Westinghouse, Panam, Holiday Inn. Meuneries, textile, caoutchouc, conserves, batteries, pétrole (Gulf, Texaco, Amoco).	1970	12,6
			1976	18,8
R.F.A.	1962-75 : 1 800 millions F.B. de prêts et 2 100 de coopération technique.	Assinex (est) : 20 projets. Volkswagen, Cominqem, savon et huile végétale, Siemens, Kibickner, Bayer, Pharmakima. Investissements totaux : + 80 millions de dollars (8).	1970	25,3
			1976	65,6

(1) Ce tableau n'est qu'un aperçu global et incomplet des divers intérêts occidentaux au Zaïre. L'information complémentaire à ce sujet est la bienvenue.

(2) Importations zairoises : chiffres C.I.F. (Cost Insurance and Freight) : la cargaison est amenée jusqu'au quai au Zaïre.

— exportations zairoises : chiffres F.O.B. (Free on Board) : la cargaison se trouve sur le bateau dans un port zairois.

Source : *Horizon* 80, 13-12-75 (les conversions se font sur base de 1 Zaïre = 77 F.B.) et Rapport annuel 1975 de la Banque du Zaïre.

(3) Luxembourg y compris. Pour la Belgique, d'autres pays d'Afrique sont des importateurs plus importants en 1976 : le Nigeria (avec 7 973 millions F.B.), l'Algérie (5 501 millions F.B.) et la Lybie (5 424). Par contre le Zaïre est et reste le pays fournisseur le plus important d'Afrique pour la Belgique, principalement en ce qui concerne les matières premières.

(4) *Trends* : 1/5/77 : bien que le capital belge est fortement concurrencé au Zaïre nous croyons que ce chiffre est sous-évalué.

(5) 1 livre sterling = 60 F.B.

(6) Source : *Horizon* 80. Conversion sur base du taux de 1 zaire = 45 F.B.

(7) Canada y compris.

(8) Source : *Marchés tropicaux et Méditerranéens*, 15 août 1975.

(9) Source : Banque du Zaïre, Rapport annuel, 1976, pp. 156-157.

l'économie (stabilisation et crédits en vue de l'amélioration de l'infrastructure). A l'échec de ces premières mesures fera suite le plan de Mobutu.

### Du trésor vide du roi et de l'aide des empereurs

Au début de 1977, la dette de l'État zaïrois est évaluée à environ 3 milliards de dollars, dont 1,7 milliard d'emprunts à long terme. Ceci représente à peu près la valeur de l'ensemble du Produit National Brut (P.N.B.). Grâce à l'aide d'« amis belges », du F.M.I. et de la Banque Mondiale, le Zaïre sera traité avec doigté, en deux phases.

1. En juin 1976, il reçoit un moratoire de 12 pays crédi-teurs, groupés au sein du club de Paris (notamment les États-Unis, la France, la République Fédérale d'Allemagne, la Belgique). Ceci signifie que le Zaïre bénéficie d'un ajour-nement de ses paiements pour 85 % de ses dettes auprès des gouvernements occidentaux pour une période de dix ans. Cet accord forme la base d'un second.

2. Le 5 novembre de la même année, le Zaïre voit ses paiements ajournés de 6 mois de la part d'un groupe de 13 banques privées. Le groupe est présidé par la Citybank, le Crédit Commercial de France et la banque anglaise Morgan Grenfell. La Société Générale de Banque belge en fait égale-ment partie. Mobutu leur doit à peu près 750 millions de dollars, mais a promis de régler le plus rapidement possible les intérêts (40 millions de dollars), ce qui a été réalisé entre-temps (janvier 1977). Les accords comprennent aussi un fonds de 250 millions de dollars fournis par les banques en vue du remboursement de l'emprunt, et un crédit sup-plémentaire du F.M.I.

Le Zaïre, pieds et poings liés aux grandes puissances, doit se plier à leurs exigences : les dépenses publiques doi-vent être limitées, les devises mieux utilisées, les entreprises gérées avec davantage de rigueur, l'économie doit être pla-nifiée.

C'est pourquoi Mobutu annonce, en 1977, un budget de guerre contre la croissance des importations, les gaspilla-ges et le déséquilibre de la balance des paiements. Les orga-nisations internationales, telles que le F.M.I., exigent un droit de regard sur l'économie zaïroise, et, en premier lieu, sur les recettes et les dépenses de l'État. L'indépendance devient sans cesse plus mythique.

Au premier rang des financiers-sauveteurs du Zaïre, on trouve les banques privées et l'État américain.

Après la visite de Kissinger à Kinshasa, en avril 1976, le Zaïre reçoit quelques dizaines de millions de dollars pour acheter aux États-Unis du matériel pour la Gécamines et des céréales. Auparavant, un prêt de 23 millions, destiné à financer l'importation de riz américain, avait été accordé. Ce sont de bons exemples d'aide liée.

Au cours de la période 1972-1975, la *First National City Bank* prêta 90 millions de dollars au Zaïre. A lui seul, ce crédit dépasse le quart du total accordé au Zaïre

### Comment l'Occident s'aide lui-même. Quelques prêts accordés au cours des années 1975-1976

Origine	Montant (millions de \$)	Destination
États-Unis  (via Commodity Credit Co)	10	achat de pièces de rechange (aux États-Unis) :
	5	coton,
	23	riz,
	20	équipement Gécamines,
	4	riz,
	15	riz et grains.
Banque Mondiale Banque Européenne d'Investissement Lybian Arab Foreign Bank	220	programme d'expansion de la Gécamines
Belgolaise Général des Banques Crédit Lyonnais Union des Banques Arabo-Françaises	25	expansion de de la Gécamines
Grande Bretagne	(millions de £) 2	achat de produits anglais
Afrique du Sud	(millions de FB) 446,6	importation de produits alimentaires sud-africains

par les différentes institutions financières internationales durant la même période. Ces 90 millions furent répartis entre *Air Zaïre*, la ligne à haute tension *Inga-Shaba*, les mines et autres projets de l'*Office des Routes* et de la *K.D.L.* (transports ferroviaires).

Parallèlement à la Belgique, d'autres pays du marché commun sont impliqués dans ce projet de sauvetage ; principalement la R.F.A., la France, la Grande-Bretagne. Il s'agit en général de crédits fournisseurs, de nouveaux investissements, de soutien à des projets qui permettent aux firmes-mères des bénéfices considérables.

Le Zaïre reçut encore, dans le cadre du programme d'aide au développement des Nations Unies, quelque 20 millions de dollars de 1972 à 1976, et 34,5 millions sont prévus pour la période 1977-1981 (8).

### La rétrocession

Des mesures de « redressement » intérieur précédèrent le premier plan international de sauvetage.

Le 25 novembre 1975, Mobutu annonce la première *stabilisation*. Les anciens propriétaires étrangers des entreprises zaïrianisées ou radicalisées reçoivent 40 % de leur capital. Le petit commerce et les entreprises agricoles restent en mains zaïroises. Mobutu et sa famille conservent naturellement les entreprises qu'ils s'étaient attribuées (notamment la *S.G.A.*, la *Société Générale d'Alimentation*). Toute l'opération sera dirigée par un « Comité de Stabilisation », composé de dirigeants du M.P.R. Ainsi, les Belges reviennent — du moins, ceux qui étaient partis. De grandes entreprises, telles que *Auxeltra*, *Eternit*, *Bralima*, *Tabacofina*, *Chanimetal* reprennent leurs affaires, même avec une participation minoritaire. Les entreprises moins importantes n'ont en général pas les moyens de recommencer.

Les entrepreneurs belges posent des conditions sévères avant de revenir : le gouvernement zaïrois doit notamment procurer les moyens financiers pour relancer les entreprises en difficulté.

A peine un an après, les 17 décembre 1976, vient une

(8) Source : *Internationale Samenwerking*, 6, 1977 (Gouvernement des Pays-Bas).

seconde phase de « stabilisation ». Les anciens propriétaires récupèrent alors 60 % du capital de leurs entreprises. Ils peuvent choisir un citoyen zaïrois acquéreur des 40 % restants. Le secteur minier et forestier, l'énergie et les transports restent « domaine d'État » ; ceci signifie que l'État zaïrois est ici le seul partenaire possible pour les investisseurs étrangers (*joint ventures*). Les fermes et plantations restent en mains zaïroises, bien que, selon les dires mêmes du gouvernement, leur gestion ne fut pas plus efficace que dans d'autres secteurs.

### La nouvelle dévaluation de la monnaie

Après la dévaluation de 1967, la nouvelle monnaie, le *Zaïre* valait 2 dollars américains ou 100 francs belges. Dix années plus tard, il est échangé au marché noir contre 20 francs belges ou moins (par exemple, chez les agents de change).

Excepté la Belgoise (*Société Générale*) et la Banque Bruxelles-Lambert, avec lesquelles Mobutu entretient des affaires plus que substantielles, personne ne prend la monnaie zaïroise au sérieux.

Avec une balance de paiements négative et un code des investissements donnant l'occasion aux investisseurs étrangers d'amortir rapidement leurs mises et de réaliser des super-profits, il n'est pas étonnant que la dévaluation soit déjà présente *dans les faits*.

Intervient alors une nouvelle dévaluation de la monnaie zaïroise qui fait, elle aussi, partie de l'opération de sauvetage : le F.M.I. tente de rehausser de cette façon le revenu de l'État.

Le 12 mars 1976, le Zaïre se détache du dollar et se lie aux Droits de Tirages Spéciaux (D.T.S.) du F.M.I. Cette opération masque une perte de valeur de 42 % (de 2 à 1,2 dollars). Le Zaïre vaut aujourd'hui un D.T.S. Pas plus que les autres mesures économiques de sauvetage, la dévaluation n'a entraîné la relance escomptée.

## « Plan Mobutu » ou « Plan Marshall » ?

Après l'« affaire du Shaba », la vulnérabilité du régime de Mobutu atteint son comble. Nombreux d'ailleurs furent ceux qui en avaient prédit la fin.

L'intervention franco-marocaine montre que certains pays occidentaux soutiennent encore le dictateur zaïrois. Cette intervention militaire est cependant insuffisante pour remettre à flot le régime de Mobutu. D'où l'idée d'un « plan Mobutu » dont l'ampleur serait comparable au plan Marshall de l'après-guerre en Europe.

Il n'est pas sûr que le « plan Mobutu » constitue le point de départ d'une véritable relance économique au Zaïre. Le régime a bien tenté de se donner une apparence plus démocratique en organisant des « élections » à tous les niveaux, mais sa nature reste inchangée. Le Zaïre a accepté cette fois-ci une emprise totale des milieux financiers étrangers sur son économie ; notamment l'« autonomie » de la Banque du Zaïre, entendez ici la dépendance par rapport au F.M.I. et l'encadrement de direction étrangère dans les organismes et les entreprises importantes.

Ces modifications mettront-elles fin au système de corruption généralisée qui permettait l'enrichissement rapide de la bourgeoisie locale ? Celle-ci supportera-t-elle que l'on touche à ses prérogatives ?

Une véritable « recolonisation » semble être la condition préalable à toute aide massive. L'expérience a appris que les fonds accordés au Zaïre par le passé sont tellement mal utilisés (investissements inappropriés) ou simplement détournés, qu'ils ne concourent qu'à augmenter encore la dette extérieure et l'insolvabilité de l'État.

Une première étape de la mise en route du plan fut la réunion tenue les 13 et 14 juin à Bruxelles par les pays et organisations internationales qui se sont faits les médecins du Zaïre : Belgique, États-Unis, Grande-Bretagne, France, R.F.A., Italie, Pays-Bas, Canada, Japon, Iran, Arabie saoudite (absente à la réunion), Fonds Monétaire International, Banque Mondiale (B.I.R.D.), Commission de la C.E.E.

Un premier résultat concret de la réunion fut l'octroi d'une aide d'urgence immédiate qui, si elle ne résout aucunement les problèmes structurels du pays, soulage les tensions économiques les plus aiguës, en permettant par exemple d'importer les pièces de rechange qui manquent le plus cruellement. L'aide promise lors de la réunion ne suffit cependant pas à combler les besoins prioritaires essentiels

dont les représentants du Zaïre avaient établi la liste lors de la réunion et qu'ils évaluaient à 120 millions de dollars.

La contrepartie exigée du Zaïre fut également concrétisée à l'issue d'après discussions. Il s'agit de la réorganisation administrative et financière fondamentale visant à l'amélioration des finances de l'État avec la collaboration d'un encadrement étranger. Aux Finances, un expert est chargé de surveiller toutes les dépenses de l'État ; à la Banque du Zaïre, le contrôle est exercé par un expert du F.M.I., qui sera probablement un fonctionnaire allemand. Des adjoints seront aussi disséminés dans différents secteurs clés : transports, douanes,...

En ce qui concerne le plan de relance proprement dit, c'est à dire l'accroissement de la production, les choses en restent au point mort : une nouvelle réunion parrainée par la Banque Mondiale est prévue à Bruxelles en automne. Un montant global de l'aide envisagée fut néanmoins évalué à un maximum de 40 milliards de FB. Ce montant, bien que nettement moins important que les propositions avancées précédemment par le Zaïre (jamais publié officiellement) qui s'élevaient à plus de 100 milliards, sans compter les programmes d'extension de la Gécamines et de la S.M.T.F., représente une aide fort considérable. Un financement extérieur massif capable de relancer les principaux secteurs malades (transports, agriculture, éducation, etc.) reste cependant hypothétique. Cela suppose une modification telle dans le fonctionnement de l'État qu'elle nécessite le remplacement du régime en place. Si cette possibilité n'existe pas à l'heure actuelle, il faut alors s'attendre à un plan de « survie » plutôt qu'à un plan de relance, ce qui éviterait un effondrement total du pays mais ne parviendrait pas non plus à une relance véritable de l'économie.

La seule chose certaine est qu'en attendant, la situation profite une fois de plus aux partenaires étrangers du Zaïre qui renforcent la main-mise étrangère sur le pays au moyen d'un contrôle direct.

## VIVRE AU ZAÏRE EN 1978

Des mots comme « pauvreté » et « misère » suffisent à peine à décrire la réalité sociale d'aujourd'hui.

Dans ce pays aux possibilités énormes, des millions de

familles vivent dans la misère la plus dégradante. Le P.I.B. par habitant de 112 dollars en 76 (9) est l'un des plus bas du Tiers Monde (10), bien que ne faisant pas encore apparaître les grandes différences entre les nouveaux Crésus et les pauvres. Bien des aliments de première nécessité et des médicaments sont totalement introuvables, si ce n'est sur le marché noir à des prix inaccessibles. Le pouvoir d'achat de la population est tombé à 15 % à peine de ce qu'il était en 1960. Rien qu'en 1976, l'inflation atteignit 60 % et le ministre zaïrois des Finances prévoyait pour 1977 un taux de 30 à 50 %, chiffres qui seront largement dépassés en fait.

### La vie chère

Lorsque les agriculteurs ne parviennent plus à écouler leur production, lorsque des quantités croissantes d'aliments doivent être achetées à l'étranger, lorsqu'une politique des prix et des salaires n'existe que sur papier, la baisse du pouvoir d'achat devient inévitable.

Le « syndicat » officiel, l'U.N.T.Za., publia en 1976 un rapport (11). En voici quelques constatations.

1. *Le niveau des salaires réels est aujourd'hui extrêmement bas*, tant si on le compare avec la situation salariale du Congo de 1960 qu'avec le niveau des salaires actuel dans la plupart des pays africains, qui pourtant disposent de richesses naturelles nettement moindres. La Tanzanie, par exemple, dont la rareté des matières premières est connue, assure à ses travailleurs manuels non qualifiés un salaire 2,5 fois plus élevé qu'au Zaïre.

Une comparaison avec les autres pays africains donne les résultats suivants (chiffres de 1974) :

(9) Si on compte 25 millions d'habitants ce qui est une hypothèse moyenne.

(10) En 1974 : Kenya : 253 \$, Nigeria : 236,1 \$.

(11) *Position de l'U.N.T.Za. concernant la politique des salaires, Kinshasa, fin 1976.*

Gabon	41,88 zaïres par mois
Côte d'Ivoire	36,60 zaïres par mois
Sénégal	27,87 zaïres par mois
Tanzanie	27,87 zaïres par mois
Caméroun	25,04 zaïres par mois
Congo (Brazzaville)	23,92 zaïres par mois
Zaïre	11,25 zaïres par mois

2. *Les salaires accusent de fortes différences selon la région et les zones salariales d'une part et selon la fonction et le niveau d'études de l'autre.*

Le salaire minimum d'un manoeuvre à Kinshasa ou de la première zone au Shaba oscille autour de 18 zaïres ; pour exactement le même travail, il n'est payé que 7 zaïres dans la troisième zone de Bandundu ou du Kivu. Les différences de coût de la vie ne peuvent justifier ces écarts entre salaires. Les produits alimentaires locaux sont meilleur marché, mais les aliments importés et la plupart des autres biens de consommation y sont nettement plus chers.

Dans le secteur public, l'écart des salaires va de 1 à 34 (« seulement de 1 à 8 en 1974 »). Les fonctionnaires supérieurs du M.P.R. reçoivent un minimum mensuel de 1 000 zaïres, alors que le concierge du domaine présidentiel de la N'sele doit s'en tirer avec 30 zaïres.

Le salaire mensuel des étrangers non africains est en moyenne 36 fois plus élevé que celui de l'ouvrier africain. Bien qu'ils ne constituent qu'une petite minorité de la population active, ils reçoivent près de la moitié du total de toute la masse salariale.

	Nombre de travailleurs en %	Part de la masse salariale totale
Zaïrois	94,5 %	49,3 %
Autres Africains	2,9 %	2,5 %
Etrangers non Africains	2,6 %	48,2 %

3. *Le pouvoir d'achat est en baisse continue depuis 1960.*

Alors que le salaire nominal d'un manoeuvre est multiplié par 15 au cours de cette période, il ne peut, avec cet

amas de billets de banque, acheter en 1976 seulement **un quart** de ce qu'il pouvait acquérir en 1960 (12).

Salaire minimum et pouvoir d'achat  
d'un manoeuvre à Kinshasa

	Indice des salaires	Indice des prix	Indice du pouvoir d'achat
1 juin 1960	100	100	100
1 octobre 1963	294	383	77
1 mai 1966	383	576	67
1 décembre 1970	871	1 557	56
5 septembre 1975	1 274	3 100	41
27 mars 1976	1 530	5 888	26

En 16 ans, le pouvoir d'achat a donc baissé de 74 %.

Les rédacteurs du rapport de l'U.N.T.Za. ont calculé le temps de travail nécessaire pour qu'un ouvrier non instruit de Kinshasa puisse s'acheter un produit déterminé en 1960, ainsi qu'en 1976.

	Temps de travail en 1960	Temps de travail en 1976
Une pièce de « wax » (textile)	4 jours	26 jours
Un sac de manioc	5 jours	17 jours
Un kg de poisson de rivière	1 jour	10 jours
Un kg de poisson de mer	2 heures 24'	3 jours

On ne peut imaginer qu'avec peine la misère qui se cache derrière ces chiffres anonymes. Que dire alors des millions de petits producteurs agricoles dont les revenus sont encore bien inférieurs à ceux de l'ouvrier non qualifié ? Que dire des sans-emploi ?

(12) Au moment de la mise sous presse, plusieurs estimations concourent pour fixer l'indice du pouvoir d'achat à un niveau de l'ordre de 15. La baisse du pouvoir d'achat en 18 ans est dès lors de 85 % et le manoeuvre ne peut donc aujourd'hui plus acheter que 15 % de ce qu'il pouvait acquérir en 1960.

## Le chômage

Selon un rapport de la Banque Mondiale concernant la situation au Zaïre (1976), la moitié de la population active est sans travail. Ce sont surtout les grands centres industriels qui sont durement touchés. Dans la capitale Kinshasa, 13 % des adultes masculins sont chômeurs complets, alors que 33 % sont employés tout à fait occasionnellement ou occupés à de petits travaux. Dans l'ensemble, cela fait 46 % des travailleurs qui n'ont qu'un revenu très incertain. A noter qu'au Zaïre un chômeur ne touche absolument aucune allocation de chômage.

## Les « soins de santé » malades

La situation dans le secteur de la santé est réellement catastrophique. Des maladies qu'on estimait disparues réapparaissent. La mortalité prend des allures alarmantes, principalement chez les enfants. Elle est aujourd'hui 50 fois plus élevée qu'en 1960. Les médicaments les plus essentiels manquent fréquemment. Ils n'arrivent pas à destination ou « disparaissent » des dispensaires et hôpitaux.

La santé de la population ne vaut pas pour ces millions de Kinshasa plus de 2 % du budget national. La priorité va aux cliniques prestigieuses de la capitale plutôt qu'à la mise en place d'un service de santé efficace à l'intérieur du pays.

Écoutons ce témoignage d'un médecin de brousse au Zaïre (13) :

Que signifie concrètement être médecin aujourd'hui dans la brousse zaïroise ?

*Je vais vous raconter cela très concrètement. Cela signifie qu'il faut ouvrir les fenêtres de l'hôpital pour avoir de l'air frais au cours d'une opération ; que vous disposez d'un bistouri électrique mais pas d'électricité ; qu'il faut s'occuper d'un hôpital de 150 lits, mais qu'il n'y a pas d'eau... Il y avait des pompes près de la source auparavant, mais toute la canalisation fut un jour détruite et ne fut jamais réparée ; cela signifie que je ne dispose pour stériliser les blouses et tout le matériel de rien d'autre que de formol*

(13) Extrait (traduction) de *Wereldwijd*, 1976.

puant, et qu'en conséquence cette petite odeur vous accompagne toute la journée et que vos tartines ont le même goût. Etre médecin en brousse aujourd'hui signifie aussi que régulièrement le carburant vient à manquer, alors que je suis responsable d'une vingtaine de dispensaires dispersés sur 3 à 4 000 km<sup>2</sup>, et desservant une population de 250 000 habitants. Ma Landrover est une bonne voiture, mais elle ne roule pas sans carburant. Dans un sens je me déplace à 80 km de chez moi, dans l'autre à 100 km. Avec 2 hôpitaux, l'un à côté de ma maison et l'autre à 35 km. Deux fois par semaine, je peux profiter d'un camion qui passe par là. (...)

Quel est à présent le problème le plus important pour nous, médecins en brousse ? La situation économique générale est mauvaise, avec toutes ses conséquences : nous avons beaucoup de mal avec le kwashiorkor (avitaminose), qui avait pourtant disparu après les années troubles de 1960-1962 ; les médicaments sont trop chers et trop rares ; le budget de l'hôpital est totalement insuffisant... J'ai 5 salles de 30 lits, avec en moyenne 120 malades, pour lesquels j'ai un budget annuel de 10 000 zaïres (ce qui fait 250 000 francs belges au marché noir) et hormis les salaires du personnel, tout doit être réalisé avec cette somme. Je puis lutter contre les maladies, mais je n'ai pas pris sur la situation alimentaire générale dans ma région, parce qu'il s'agit d'un problème économique.

Les gens ici manquent de protéines. Mais il faut beaucoup d'argent pour se nourrir. En 1960, un sac de maïs (60 kg) coûtait 60 F et mon secrétaire d'hôpital gagnait alors 1 800 FB. Cet homme pouvait acheter alors 30 sacs de maïs avec le montant de son salaire. Actuellement il gagne 25 à 30 zaïres, ce avec quoi il ne peut plus se payer 2 sacs, puisqu'un sac de maïs coûte 16 zaïres dans notre région. Et pour une famille de 8 personnes, il faut bien disposer d'un sac et demi.

Les prix des autres produits alimentaires sont à l'avenant. En 1972, on pouvait encore acheter 25 tubercules de manioc pour 5 makutas. Actuellement on obtient au grand maximum 5 tubercules pour ce prix. Les arachides, le soja, pratiquement tout, a augmenté dans une mesure aussi effrayante, à tel point que mes infirmiers ne mangent plus qu'une fois par jour. Et on le remarque bien, et non pas le moins à leur rendement.

Les malades doivent être nourris par leur famille. Quand la famille n'a pas d'argent pour acheter de la nourriture, le malade ne reçoit pas à manger. A l'hôpital, il n'y a ni lait, ni soja. Je ne peux vraiment pas les aider. C'est déjà une consolation qu'ils ne doivent pas trop payer pour les soins médicaux. (...)

Je ne sais pas comment les choses se passent dans d'autres régions, mais telle est la situation chez nous. Et dire que ceci était

en fait une région riche. Mais quand l'économie globale, et en particulier le secteur de la distribution est en crise, on le ressent à travers tout le pays.

(...) Les gens sont presque obligés de s'en sortir grâce à des moyens illicites. Que voulez-vous ? J'ai un aide-infirmier, quelque part en brousse. Il a 11 enfants, et un salaire total de 18 zaïres. Il ne peut s'en sortir qu'en vendant pour son propre compte les médicaments du dispensaire. Ce qui ne veut pas dire qu'il peut vendre beaucoup de choses. Certains dispensaires ne disposent que d'un peu de mercurochrome et, dans le meilleur des cas, d'un peu de nivaquine et d'aspirine.

Quels maladies rencontrez-vous le plus ?

Par ordre d'importance décroissante : la malaria, l'ankylostomiase et autres vers intestinaux, enfin la rougeole. L'onchocercose — cécité produite par une mouche — est en développement et la maladie du sommeil qui fit au début du siècle des ravages effroyables dans le Congo d'alors, refait son apparition. Parfois on a l'impression de devoir combattre les maladies les mains nues.

Rendez-vous compte que j'ai dû effectuer une opération avec une lampe Coleman, et lorsque celle-ci se cassa, j'ai dû poursuivre l'opération avec une simple lampe de poche.

## Etudier le ventre vide

A l'école ou à l'université, les enfants des milieux fortunés bénéficient systématiquement de meilleures chances de réussite.

Le coût élevé des études, les conditions de vie des élèves, l'environnement psychologique et l'utilisation du français dans le milieu familial sont les principaux facteurs de la sélection en faveur des enfants de la bourgeoisie zaïroise.

Dans une lettre de novembre 1976, un étudiant zaïrois nous dresse un sombre tableau représentant la situation dans les écoles et à l'université.

« Dans l'enseignement primaire, les parents doivent payer les minerval : 3 zaïres par mois. Ceci est une lourde charge pour les familles nombreuses. Le matériel didactique, comme les cahiers par exemple, est aussi à leur charge. Il faut encore compter l'uniforme — bien que Mobutu ait promis en 1974 que l'État les fournirait. Les enfants des petits paysans sont le plus durement touchés par cette situation. Alors que l'enfant des bourgeois est amené à

*l'école en Mercedes par un chauffeur qui gagne davantage que le directeur de l'école... Les professeurs vivent dans la plus grande misère. Avec leur traitement de 30 zaïres par mois, ils doivent payer leur nourriture ; mais un sac de manioc coûte déjà 35 zaïres, un kg de poisson séché coûte 30 zaïres, de même que les haricots. Il n'est pas question de songer à la viande, au lait ou au sucre. Pour loger dans un taudis malsain, on paie déjà 30 zaïres.*

*Dans l'enseignement secondaire, ce sont aussi les parents qui supportent tous les frais : le minerval, les livres, l'internat, etc. Bien des élèves parcourent chaque jour 15 km à pied, parce que leurs parents ne peuvent payer l'internat. Et que dire alors des familles de 3, 4, 5 enfants ou plus ? Dans quelles conditions ces jeunes doivent-ils travailler ? Ils courent en haillons et ne peuvent se reposer de toute la journée. Les enfants des riches par contre viennent à l'école avec un morceau de pain garni des plus fines confitures ; ils sont mieux habillés que leurs professeurs.*

*Pour les universitaires, la bourse d'études, « don du président », suffit à peine à nouer les deux bouts. Nos conditions de vie sont effarantes. Dans une chaleur insupportable, beaucoup d'étudiants sont assis à même le sol dans la salle des cours pleine à craquer. Leurs papiers sur les genoux, ils prennent note tout en s'essuyant de l'autre main la sueur. La voix du professeur est à peine audible.*

*Chaque année, il y a davantage de finalistes de l'enseignement secondaire qui ne trouvent pas de place à l'université, de sorte que le nombre de chômeurs s'accroît rapidement. Pour l'année 1975-1976, il y avait 7 000 places disponibles pour 22 000 finalistes du secondaire.*

*La vie à l'U.N.A.Z.A. est misérable. Mauvaise alimentation, manque de logements, de professeurs et d'équipement. »*

## La politique étrangère de Mobutu

Depuis 1965, Mobutu a modifié plusieurs fois le cours de sa politique étrangère, en apparence du moins. Car, en fait, il n'a jamais cessé d'être lié fondamentalement aux mêmes intérêts, ceux de l'Occident.

Le rapprochement opéré en 1973 avec la Chine, outre des avantages matériels, présenta surtout l'intérêt de donner au régime une image progressiste et d'abuser ainsi l'opposition, organisée ou non. Les mesures prises contre les intérêts belges furent présentées comme un gage de l'indépendance économique. La rupture avec Israël permit d'ouvrir des nouvelles perspectives dans les rapports avec les États arabes. Avec les États-Unis, certaines difficultés éphémères n'empêchèrent en rien le renforcement continu des liens de dépendance.

Sur le plan africain, les choix posés par la nouvelle vague d'indépendances ont fait apparaître le Zaïre de Mobutu comme le principal porte-parole des États réactionnaires d'Afrique noire, le Maroc jouant ce rôle pour le nord du continent.

### LES FONCTIONS DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Le rôle de Mobutu dans les rapports du Zaïre avec les États étrangers est bien antérieur au « nouveau régime ». Tout d'abord, en tant qu'arbitre de la situation, à l'époque du « Collège des Commissaires » (sept. 60-févr. 61), ses prises de positions vis-à-vis de la force de l'O.N.U. et des représentations diplomatiques du bloc socialiste d'Europe orientale ne furent pas sans importance. Ensuite, en tant

que commandant en chef de l'A.N.C., sa responsabilité dans l'intégration des mercenaires au sein de l'A.N.C. est accablante.

Des mesures spectaculaires émaillent la politique étrangère du nouveau régime : établissement d'excellentes relations avec la République populaire de Chine, tracé en dents de scie des rapports avec la Belgique, rupture, en 73, des relations diplomatiques avec Israël, engagement en Angola, etc. Au-delà de la simple description des visites, discours, mesures ou accords qui s'échelonnent sur plus d'une décennie, se pose la question de l'interprétation. Quel sens donner à des manifestations si diverses ?

Une réponse pertinente suppose que l'on ait saisi la fonction du secteur « relations externes » dans l'exercice du pouvoir politique au Zaïre. Si ce secteur — tout comme les autres secteurs de politique intérieure — a pour objectif la perpétuation des rapports de domination que l'oligarchie zaïroise a mis en place au détriment des autres classes sociales, sa fonction propre nous paraît double : idéologique et politique.

Le régime Mobutu s'est, dès le départ, proclamé nationaliste. A l'intérieur, c'est, au niveau du discours, l'indépendance économique et l'authenticité. A l'extérieur, c'est le non-alignement (« ni à gauche, ni à droite, ni même au centre »). Ce nationalisme tardif de l'ex-client de la C.I.A. visait avant tout à se rallier les forces fidèles à la mémoire et aux idées de Patrice Lumumba. Or pour un pouvoir politique réactionnaire, le secteur des relations externes est le terrain idéal de la construction du « nationalisme » ou du « progressisme » dont il voudrait se réclamer. On comprend aisément que la rupture avec Israël, les brouilles périodiques avec la Belgique ou le bénéfice appréciable tiré d'une poignée de mains de Mao coûteront moins au président fondateur que se départir de sa fortune colossale ou l'utiliser à développer la production vivrière nationale.

Les « réalisations » de la politique étrangère du Zaïre mises en exergue et abondamment commentées par les media ont pour fonction première d'abuser le simple citoyen. Il s'agit de faire passer l'image d'un Citoyen Président reconnu à l'étranger comme fidèle représentant des intérêts de TOUS les Zaïrois.

La seconde fonction que nous avons appelée politique est à la fois primordiale et dissimulée (dans la mesure du possible). Elle n'est que la conséquence logique de la nature même du régime. L'aide militaire, technique et financière des Etats impérialistes (et en premier lieu de l'impérialisme

U.S.) est la condition nécessaire du maintien et de l'enrichissement de l'oligarchie en place. En retour, une politique étrangère pro-impérialiste, visera à améliorer les conditions de réalisation et de transfert des profits monopolistiques effectués au Zaïre même. A cet effet, citons l'importance des divers accords de coopération, des lignes de crédits, du code des investissements etc.

L'impérialisme « nouvelle formule » cherche à éviter d'éventuels enlisements « vietnamiens » en faisant jouer à plein le rôle de gendarmes régionaux par leurs plus puissants alliés néo-coloniaux. Ceux-ci se voient donc assignés un rôle croissant tantôt diplomatique, tantôt militaire, dans l'aire géographique de leur influence potentielle. A ce sujet, l'analyse minutieuse du régime Mobutu face à la libération de l'Angola sera indispensable.

Bref, c'est la nature de classe du régime Mobutu qui détermine l'orientation fondamentale (pro-impérialiste) de la politique étrangère au Zaïre.

### *Les relations avec la Chine populaire*

Les relations du Zaïre avec la République Populaire de la Chine ont suivi l'évolution de la politique étrangère de Pékin. De 1960 à 1971, de nombreux mouvements révolutionnaires ont pu compter sur l'aide chinoise : le C.N.L. (Conseil National de Libération) au Congo-Kinshasa, le M.P.L.A. en Angola, l'U.P.C. au Cameroun, etc.), sous forme d'envoi d'armes et de médicaments. Vers le début des années 70, la politique étrangère de la Chine change de caractère. C'est vers cette période que Mobutu découvre la nouvelle politique étrangère de Pékin. La Chine entame la lutte contre les « deux super-puissances » tout en considérant l'U.R.S.S. comme l'ennemi principal.

Pour Mobutu, ce revirement vient juste à propos. A deux reprises (début 1973 et fin 1974), le dictateur se rend en Chine. L'importance de ces visites est amplifiée au maximum par les moyens d'information. Elles ont pour but de mystifier la fraction progressiste de la petite bourgeoisie zaïroise et de fournir (si besoin en est) un argument au ralliement inconditionnel d'opposants « marxistes » du genre Soumialot. D'autre part, toute aide chinoise à la guérilla

(celle du P.R.P. dans l'Est) est supprimée. Cette fois-ci, c'est à Mobutu qu'une aide matérielle est fournie dans des domaines aussi variés que la riziculture, les réalisations de prestige (palais du peuple, domaine de la Nsele), la formation et la fourniture d'équipements militaires. Par exemple, la division « Kamanyola » (15 000 hommes) est entièrement équipée par la R.P.C.

Comparée en valeur monétaire à celle des Etats impérialistes, l'aide chinoise demeure peu importante. C'est surtout sa fonction « idéologique » qui est exploitée à fond par le régime zaïrois. Elle n'en est pas moins politiquement significative du point de vue chinois. Primo, du fait que la R.P.C. offre à l'affameur du peuple congolais des armes tant militaires qu'idéologiques. Appréciable secours pour une dictature vacillante. Et cela sous prétexte que le régime zaïrois aspirerait à l'indépendance nationale ! Secundo, dans la guerre de l'Angola, Pékin a livré des armes et à peu près 200 instructeurs aux troupes d'invasion zaïroises et au F.N.L.A.-U.N.I.T.A. C'est ainsi que Cuba et l'U.R.S.S. durent accorder une aide massive à la seule organisation de masse, le M.P.L.A.

Mobutu exploite les divisions entre les deux principaux Etats socialistes et s'allie au « moins dangereux » des deux afin d'endiguer, avec les Etats-Unis, la montée révolutionnaire en Afrique Australe. Depuis 1960, Mobutu est un des principaux prosélytes de l'anticommunisme en Afrique. Déjà à l'époque de Lumumba (1960), il fit emprisonner l'ambassadeur soviétique à Léopoldville. Les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. furent rétablies mais elles se sont empirées à la suite de l'affaire angolaise. Les ambassades de Cuba et de la République Démocratique Allemande furent obligées de fermer leurs portes en 1977. Mobutu n'hésite d'ailleurs pas à se servir de la phraséologie chinoise dans sa propagande (« social-impérialisme », « nouveaux tsars » etc.) Lors de la guerre en Angola en 1975 et lors de la lutte du F.L.N.C. en 1977, l'Agence Zaïre Presse a cité fréquemment la presse chinoise pour justifier son propre point de vue.

Dans un cadre plus large, il semble d'ailleurs que des contacts diplomatiques secrets aient été engagés entre les gouvernements marocain et chinois en vue d'assurer une « aide substantielle » chinoise aux forces militaires marocaines qui combattent au Sahara et au Zaïre. Un message diplomatique serait parvenu au roi Hassan de son ambassadeur à Pékin, soulignant sa « conviction » que la Chine soutiendra le Maroc contre le peuple sahraoui « dans un

avenir plus ou moins proche. (Afrique-Asie n° 135 du 16 au 29 mai 1977).

### *Le Zaïre et le monde capitaliste développé (1)*

Le principe officiel de la politique extérieure du Zaïre reste le non-alignement. Jusqu'à une époque assez récente, celle de la mise sous tutelle internationale de certains secteurs-clés de l'économie zaïroise (depuis fin 75, mais surtout 1977), la propagande du M.P.R. tâchera de dissimuler la nature et la place prépondérante des rapports avec les Etats capitalistes développés. A cet effet, les antagonismes conjoncturels qui existeraient entre le gouvernement zaïrois et tel gouvernement du camp impérialiste seront volontairement dramatisés. Les divers « contentieux » belgo-congolais, la rupture des relations diplomatiques avec Israël, le renvoi de l'ambassadeur U.S. Hinton, en 75, en sont les meilleurs exemples.

Mais, par-delà tous ces événements, il importe de souligner la fiction du « non-alignement » d'un régime mis en place par et pour les Etats impérialistes. Par la place qu'elle occupe dans le système néo-colonial, c'est-à-dire entre l'investisseur et la main-d'œuvre bon marché, la bourgeoisie zaïroise est liée au camp capitaliste.

La principale mutation qui ressort des onze années du régime Mobutu, c'est l'importance croissante que prennent les Etats capitalistes les plus dynamiques (U.S.A., Japon, R.F.A., France) dans l'ex-chasse gardée de la Belgique. La « nationalisation » de l'ex-Union Minière du Haut-Katanga et le nouveau « Code des Investissements zaïrois » en 69 marquent successivement la fin du quasi-monopole que détenaient des groupes belges dans l'exploitation minière du Zaïre et la diversification prononcée des sources de capitaux étrangers.

(1) Les rapports entre d'une part la Belgique et la France, et d'autre part le Zaïre seront approfondis dans le chapitre suivant.

## La question des rapports avec Israël

La rupture des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël intervenue en 1973 après la guerre d'Octobre, s'explique par la combinaison de divers facteurs. Israël fournissait au Zaïre une aide technique en vue de la formation des unités d'élite de l'armée. Cette aide n'était pas irremplaçable. C'est d'ailleurs après la rupture que l'aide militaire chinoise et coréenne fit son apparition.

En septembre 1973, à la conférence d'Alger des non-alignés, les thèses algériennes (entre autres la rupture massive des relations diplomatiques avec Israël) influencèrent certainement l'opinion des milieux intellectuels africains. La diplomatie africaine des pays arabes fut particulièrement active durant la période qui suivit la guerre d'Octobre. La promesse d'une aide financière importante, bien plus volumineuse que celle d'Israël, s'avéra être un facteur sans doute décisif.

Pour Mobutu, l'opération fut payante, tant sur le plan financier que par l'apparence « nationaliste » de la mesure. Sa présence, fin novembre 73, au sommet arabe d'Alger, en tant que premier chef d'Etat non arabe admis, lui fournit l'occasion de renforcer son image de marque sur la scène africaine.

## Le régime de Mobutu et les Etats-Unis

Depuis sa prise de pouvoir en 1965 grâce au soutien de la C.I.A. (2), Mobutu a toujours répondu fidèlement aux désirs de ses amis américains. Les investissements sans cesse croissants, l'aide militaire très importante et le rôle de Washington dans « l'opération de sauvetage » prouvent que l'influence américaine s'est renforcée depuis 1965.

Dans ce cadre, il convient d'étudier un « incident » entre les deux alliés. Le 16 juin 1975, le journal zaïrois *Elima* annonce qu'un complot contre Mobutu a été découvert et que les conspirateurs qui sont payés par les Etats-

(2) Dans une brochure « La C.I.A. et le Zaïre », 77, le comité *Zaïre* a révélé l'ampleur de l'implantation de la C.I.A. au Zaïre (400 agents), dévoilé un réseau de 20 agents, analysé la fonction et les méthodes de travail de l'agence U.S. Il en ressort que la forte implantation de la C.I.A. au Zaïre est destinée à mettre en œuvre des opérations contre l'Afrique progressiste.

Unis ont été arrêtés. Dans l'édition du soir de ce même journal, Mobutu confirme la découverte d'un complot « monté par les éternels ennemis de la révolution, plus précisément par les Etats-Unis qui abusent des moutons égarés à l'intérieur et à l'extérieur du pays ». Selon Mobutu, les milieux impérialistes seraient mécontents de la politique de zaïrianisation et de l'amitié avec la Chine populaire et la Corée du Nord. Suite à une campagne contre les Etats-Unis, l'ambassadeur américain Hinton est expulsé tandis que le représentant diplomatique zaïrois à Washington est rappelé. Deux mois plus tard (3) un Tribunal Militaire condamne les 41 accusés à des peines très sévères.

Très probablement, le Guide s'est servi de ce complot pour faire un nettoyage dans les cadres de son régime et pour éliminer des rivaux (4). De plus, l'affaire lui permettait de détourner l'attention de la population des graves difficultés intérieures.

Quant aux Etats-Unis, il est peu probable qu'ils aient voulu se débarrasser du président au moment où celui-ci jouait un rôle si précieux en Angola. Qu'ils aient envisagé la recherche d'une « carte de rechange » et entrepris des contacts dans cette optique ne pourrait toutefois surprendre. Depuis 1974, l'affaiblissement du régime s'accélérait sur tous les plans. Cette affaire a, en outre, permis à Mobutu d'exercer de fortes pressions sur les Etats-Unis pour que ses rapports avec la C.I.A. notamment à propos de l'assassinat de Patrice Lumumba ne soient pas dévoilés par la commission d'enquête sénatoriale sur les activités de l'Agence.

Les rapports entre U.S.A. et Zaïre ne furent pas profondément affectés. Cette même année vit une croissance importante de l'aide militaire des U.S.A.. Devant la préoccupation commune à propos de l'Angola, les complices de Washington et de Kinshasa oublièrent vite leurs petites querelles. On n'a jamais observé autant de visites de hauts fonctionnaires américains qu'en 76. L'aide U.S. pour l'achat d'armements lourds est passée à 50 millions de dollars et le rôle du capital U.S. dans l'actuelle opération de sauvetage de la banqueroute financière est clairement apparu à la réunion du Club de Paris (mi-juillet 76).

La politique étrangère des Etats-Unis a adopté d'autres formes sous l'administration Carter. Le président américain prétend ne pas pouvoir accorder une aide importante aux

(3) Ceci a été traité précédemment.

(4) Un ministre et neuf généraux furent renvoyés et trois députés arrêtés. Une demande d'extradition fut introduite contre N'Dele, ancien ministre des Finances vivant à New York.

L'aide américaine au Zaïre (en millions de dollars)

	1960-61	1962-65	1966-70	1971-74
— Assistance économique	75,6	221,9	124,2	34,6
— Prêts	—	35,0	109,5	18,7
— Dons	75,6	186,9	14,7	15,9
— Assistance militaire	—	16,9	13,8	26,4
— Prêts	—	—	—	24,9
— Dons	—	16,9	13,8	1,5
— Autres prêts et dons du gouvernement américain	—	—	—	5,2
— Banque import-export	—	—	—	169,8
— Autres	—	—	—	5,4
Total de l'assistance économique et militaire	75,6	238,8	77,9	236,2
	1975	1976	1977 (1)	1978 (2)
— Assistance économique	3,5	36,7	37,1	25,0
— Prêts	0,7	25,9	16,6	20,0
— Dons	2,8	8,8	20,5	5,0
— Assistance militaire	3,8	29,5	30,2	32,5
— Prêts	3,5	29,0	28,0	30,0
— Dons	0,3	0,5	2,2	2,5
— Autres prêts et dons du gouvernement américain	56,4	50,6	(3)	(3)
— Banque import-export	56,4	44,3	(3)	(3)
— Autres	—	6,3	(3)	(3)
Total de l'assistance économique et militaire	63,7	116,8	67,3	57,5

- (1) = estimé  
 (2) = proposé  
 (3) = non connu.

(Source : *Africa News* (U.S.), du 12 avril 1977).

régimes qui ne respectent pas les droits de l'homme. Le Zaïre appartient à cette catégorie. Cette politique « morale » empêcherait les Etats-Unis de livrer des armes en grandes quantités et d'intervenir militairement. Le traumatisme du

peuple nord américain suite à l'échec au Vietnam n'est pas son importance. Tout ceci n'a pas empêché le président Carter de livrer à plusieurs reprises de grandes quantités de matériel « non offensif », comme par exemple des pièces détachées pour des véhicules militaires lors du conflit au Shaba en 1977, ni de fournir un soutien logistique indispensable aux interventions étrangères après la prise de Kolwezi par le F.N.L.C. en 1978. La nouvelle tactique adoptée vise à des interventions militaires indirectes. Les nombreux contacts avec les partenaires occidentaux dans les conflits du Shaba et l'intervention directe d'Etats africains pro-occidentaux contre le F.L.N.C. relèvent de cette politique.

Il semble que plusieurs tendances existent, aussi bien au niveau du gouvernement américain que dans la C.I.A. même. Un premier groupe, notamment ceux qui sont à Kinshasa depuis le début des années 60 et dont le sort est lié à celui de Mobutu, continuent à soutenir le président. Une autre tendance trouve que Mobutu est devenu une « mauvaise carte » et que le moment est venu de le remplacer. Ils espèrent pouvoir installer ainsi un régime plus libéral et plus démocratique, ce qui pourrait empêcher une radicalisation de l'opposition. C'est à cette deuxième tendance qu'appartient le représentant américain auprès des Nations Unies, Andrew Young (5).

## LE ZAÏRE ET L'AFRIQUE

### La politique du régime Mobutu en Afrique Australe

Des rapports entre le Zaïre et le monde capitaliste développé, il ressort que le « nationalisme » de certaines mesures n'est qu'une fabrication idéologique destinée à duper l'opinion progressiste interne et africaine. Destinée aussi à camoufler la docilité croissante du régime face au pillage des monopoles étrangers et aux nouvelles visées contre-

(5) Voir sur cette question le livre de Bary Cohen et Howard Schissel, *L'Afrique Australe de Kissinger à Carter*, Le Rapport Kissinger sur l'Afrique australe et ses prolongements français, 1977, 192 pages, Ed. de l'Harmattan, Paris.

révolutionnaires de l'impérialisme dans l'ensemble de l'Afrique Australe. Ici nous touchons au problème de l'articulation entre les rapports Zaïre-impérialisme et la politique africaine du régime Mobutu.

### *La question angolaise*

De toutes les manifestations de politique africaine, les rapports avec l'Angola sont les plus éclairants au sujet du rôle tant diplomatique que militaire joué par la dictature zaïroise au service de l'impérialisme mondial.

Dans un premier temps (jusqu'en avril 74), la fonction du Zaïre consistait à abriter sur son territoire un mouvement politique, le F.N.L.A. (ex-U.P.(N)A.) et à renforcer, dans des camps, l'aile militaire de ce mouvement. Le dirigeant de ce mouvement, Holden Roberto, un collaborateur de la C.I.A., manifesta son militantisme anticolonial en devenant un des principaux businessmen de Kinshasa. Selon les dires des officiers portugais, après le soulèvement assez spontané du Nord Angola en 61, le F.N.L.A. ne posa aucun problème aux troupes d'occupation de la métropole.

Le régime Mobutu tirait un triple avantage de son support au F.N.L.A. : la gratitude de l'impérialisme qui gonfle les moyens d'action des F.A.Z., une réputation d'anticolonialiste actif aux yeux de l'opinion zaïroise non avertie des machinations secrètes et l'espoir de voir s'installer chez le grand voisin du Sud un régime « frère », ou mieux, « jumeau ». La tentative d'éliminer le M.P.L.A., progressiste, est le corollaire logique du soutien au F.N.L.A. Pour ce faire tous les moyens sont bons, de l'interdiction de passage sur le territoire national à l'exécution de militants, en passant par les campagnes de calomnie et les tentatives de division. Les conséquences de ce sabotage furent heureusement limitées.

Lors de la reconnaissance par le Portugal du droit de l'Angola à l'indépendance nationale, la phase finale de l'opération de téléguidage du F.N.L.A. au pouvoir est entamée. Spínola et Mobutu décident de coordonner leur action et se rencontrent en septembre 74 à l'île de Sal. Malgré l'aide financière et militaire de l'impérialisme (et de la République Populaire de Chine), malgré le recrutement de fascistes portugais, le F.N.L.A. (de même que l'U.N.I.T.A. qui est issue d'une scission du F.N.L.A.) manifeste une débilité insurmontable. Et pour cause, les simples réfugiés angolais du Zaïre (plus ou moins 500 000) ne montrent

guère d'enthousiasme à se battre pour le « businessman » de Kinshasa... et les intérêts capitalistes qui se profilent derrière celui-ci.

### *Le Zaïre et l'Afrique du Sud attaquent l'Angola*

Suite à cette débilité des F.N.L.A.-U.N.I.T.A.-F.L.E.C. (6), la nouvelle mission du Zaïre se précise : l'intervention directe dans le Nord Angola coordonnée avec l'intervention de la République Sud-Africaine, au Sud. Les derniers préparatifs ont lieu en juillet 75. Mobutu se fait des illusions sur l'efficacité de la coalition réactionnaire. En effet, l'agence Zaïre Presse écrit le 24 juillet : « Le F.N.L.A. s'avère être un adversaire de poids susceptible de remporter une grande victoire ». Le 20/08, c'est l'agression de la République Sud-Africaine au Sud sous prétexte de protéger les installations hydroélectriques de Calueque (extrême sud) ; entre temps, au Nord, le 22 août, on dénombre déjà 12 chars de l'armée Zaïroise à Caxito et un pont aérien Kinshasa — Carmona est mis en place. D'après les déclarations de deux mercenaires Portugais, les troupes du F.N.L.A. au Nord-Est de l'Angola se chiffrent à 2 500 hommes, dont 2 300 Zaïrois... Ce chiffre augmentera par la suite. On connaît la suite. Echec de l'intervention F.A.Z.-F.L.E.C. au Cabinda. Appel du M.P.L.A. à l'aide cubaine pour repousser l'intervention zaïro-sud-africaine. Victoire des forces progressistes sur les forces pro-impérialistes.

### *Un gouvernement d'unité nationale pour l'Angola ?*

La mission du régime Mobutu s'étend au terrain diplomatique. Il lui faudrait rallier une majorité de gouvernements de l'O.U.A. à l'idée d'un gouvernement d'union M.P.L.A.-F.N.L.A.-U.N.I.T.A. Ce qui, en fait, revient à préparer une prise de pouvoir de la coalition F.N.L.A.-U.N.I.T.A. Personne, en effet, ne se fait d'illusion sur la possibilité qu'ont des mouvements à idéologies et à pratiques antagonistes d'appliquer une politique gouvernementale commune. Cela revient aussi à fermer les yeux sur la collaboration odieuse des F.N.L.A.-U.N.I.T.A. avec la République Sud-Africaine et la C.I.A. Mobutu bat donc le rappel des régimes africains les plus réactionnaires. Organisant

(6) Front de libération de l'Enclave de Cabinda.

diverses rencontres dont celle de Bangui (entre « Président à vie » Amin, « Empereur » Bokassa et « Guide suprême » Mobutu) où ce dernier qui fut le premier à violer les frontières angolaises eut l'audace de condamner « toute intervention étrangère ». Ces tentatives diplomatiques se soldèrent par un demi-échec puisque le point de vue défendu par le Zaïre ne put rallier une majorité au sommet extraordinaire de l'O.U.A. à Addis Abbeba en janvier 76.

Les échecs militaires et diplomatiques du régime zaïrois amèneront Mobutu à accepter devant Neto, le 28 février, à Brazzaville, « qu'aucune activité militaire ne soit organisée à partir de leur territoire respectif contre des pays voisins ».

Remarquons que cette capitulation n'a pas empêché les incidents de se produire régulièrement dans la région frontalière. Le F.N.L.A. et le F.L.E.C. peuvent toujours compter sur l'aide matérielle de Mobutu. Une année plus tard, Mobutu s'engage à supprimer toute aide au F.N.L.A. à condition que les « gendarmes katangais » en Angola soient désarmés et que le blocage économique par la fermeture du chemin de fer de Benguela soit levé. En janvier 1977, on parle de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. Mais il faudra attendre juillet 1978 pour que cela devienne effectif.

Mais la tension était montée sensiblement depuis les opérations armées du F.L.N.C. dans le Sud Shaba en 1977. L'armée de l'air zaïroise, « assistée » par les pilotes étrangers (français et égyptiens) avait même lancé des actions « de repréailles » contre des villages en territoire angolais et zambien (avril 1977).

Toute l'affaire angolaise a mis en pleine lumière primo, la mission de gendarme régional de l'impérialisme impartie au régime Mobutu, secundo, les visées expansionnistes de celui-ci. L'instigation d'une sécession de l'enclave de Cabinda est indéniable. Le soi-disant Front de libération de l'Enclave de Cabinda (F.L.E.C.), tendance Ranque Franque, n'a jamais lutté contre les colonialistes. Il fut récemment créé au Zaïre. Le gouvernement « cabindais » fut présenté à Kinshasa, le 14 août 75, en présence de représentants du gouvernement zaïrois. Les arguments d'ordre ethnique, géographique et historique avancés par Mobutu pour justifier la tentative de sécession masquent mal l'intention d'annexer, par l'intermédiaire de son homme lige (Ranque Franque) une portion du territoire angolais dont la production de pétrole prévue pour 1980 s'élève à 100 millions de tonnes. Cette intention explique les deux tentatives d'invasion de

Cabinda par les F.A.Z., en novembre 75 et janvier 76. L'échec fut cinglant.

L'ampleur de l'intervention zaïroise en Angola ne doit pas nous faire oublier d'autres ingérences antérieures. En 68 déjà, deux bataillons des F.A.Z. renforçaient l'armée de Tombalbaye au Tchad, tandis qu'en 72, Mobutu dépêcha en hâte ses troupes à Bujumbura pour permettre à l'armée de Micombero d'intensifier ses campagnes d'exterminations dans le Sud du Burundi.

### Les Etats africains devant l'insurrection au Shaba en 1977

Lors de l'insurrection organisée par le F.L.N.C. au Shaba à partir de mars 1977, on a clairement vu se reconstituer, au niveau africain, le bloc des pays réactionnaires qui, lors de l'affaire angolaise, avaient préconisé un gouvernement d'union entre le M.P.L.A. et les deux autres mouvements collaborant avec l'Afrique du Sud. D'après *Info-Zaïre* de juin 1977 :

*Ces pays inféodés au plus haut point au bloc capitaliste ont évidemment repris à leur compte la version mobutiste des événements et assuré le régime de leur soutien. Certains ont proposé leur aide, d'autres l'ont fourni (Maroc, Egypte, Ouganda).*

*Du côté des pays d'orientation progressiste, la réserve est plus grande. Officiellement ils ne soutiennent ni ne condamnent le mouvement insurrectionnel. Cette position revient à reconnaître qu'au départ (qu'avant l'arrivée des soldats marocains) le conflit était une affaire intérieure du Zaïre. Position qui prend le contre-pied de la version zaïroise qui y voit une invasion orchestrée par l'U.R.S.S. et encadrée par des Angolais et des Cubains. Au niveau de la direction de l'O.U.A., la position n'est pas bien claire car, si le 29 mars, le président en exercice, Sir Ramgoolam, a exprimé sa solidarité avec le régime Mobutu et épousé la version zaïroise des faits, il ne pouvait engager l'ensemble de l'O.U.A. Le secrétariat de l'O.U.A. a pris d'ailleurs une position implicitement différente en mettant en garde contre le grave danger d'internationalisation suite à l'intervention directe du Maroc et de la France sur la scène des opérations.*

*Lors du sommet d'Addis Abeba en janvier 76, sur l'Angola, un certain nombre de gouvernements qui se cantonnaient dans le*

socialisme verbal avaient bien été obligés de voter pour le M.P.L.A. vu la collaboration des autres avec la R.S.A. Le cas de la lutte actuelle au Zaïre est bien différent. Le F.L.N.C. lutte contre un gouvernement africain en place : certaines bases du F.L.N.C. se trouvent sur le territoire d'un pays voisin ; les origines du F.L.N.C. se confondent avec l'armée coloniale portugaise ; l'importance que revêt le Zaïre pour le système capitaliste mondial a entraîné de la part de l'Occident une intervention de grande envergure. Tous ces éléments se combinent pour échauder les régimes progressistes les moins engagés et rendre prudents les autres. Un succès de la lutte du F.L.N.C. peut certainement bâter la libération de l'ensemble de la zone australe de l'Afrique. Un échec peut toutefois donner des cartes à ceux qui visent à déstabiliser l'Angola, à annexer Cabinda. Cela risque aussi de rendre plus aisée de futures interventions de l'impérialisme et de ses alliés africains sur d'autres parties du continent sous prétexte d'endiguer le communisme auquel on assimilerait tout régime progressiste.

Aujourd'hui, avec un recul de plus d'une année, on peut constater que l'intervention étrangère au Shaba se situe dans une série d'« opérations » menées par l'impérialisme français en Afrique et dont la liste ne cesse de s'allonger. Tentative d'invasion du Bénin en janvier 1977 en collaboration avec les régimes du Maroc, du Togo et du Gabon. Escalade militaire française contre le Front Polisario depuis 1977. Intervention de plus en plus directe (bombardements et intervention de la légion étrangère) contre le Frolinat au Tchad en 1978.

Gendarme de l'Occident en Afrique, la France de Giscard tente toujours de s'associer à des régimes africains complices pour légitimer ses interventions et pouvoir clamer « l'Afrique aux Africains ». Le projet d'institutionnaliser la politique d'intervention contre-révolutionnaire est l'instrument de cette politique qui a été remis à l'ordre du jour lors de la IV<sup>e</sup> Conférence franco-africaine les 20 et 21 avril 1977 à Dakar. Dans « Le Monde » du 20 avril 1977, Philippe Decraene confiait que

*« Même si la question zaïroise ne figure expressément en aucun point de l'ordre du jour, il est clair en tout cas qu'elle pèsera sur le déroulement de l'ensemble des discussions. Surtout si, comme le bruit en circule avec insistance, certains chefs d'Etat proposent la création d'une force d'intervention commune aux pays participant à la conférence. Il s'agirait de mettre un pied, avec le concours de la France, des moyens militaires étroitement coordonnés sous une même autorité, capable d'intervenir à la*

*demande des chefs d'Etat afin de réagir à toute forme d'ingérence étrangère. »*

## Le masque nationaliste

Si, pendant les huit premières années de son règne, Mobutu a pu, tant bien que mal, abuser une partie de l'opinion zaïroise et même africaine au sujet de son « nationalisme », c'est que le côté spectaculaire des mesures prises en faussait le sens réel. Mais depuis 1974, tout comme en 60, à propos de l'élimination de Lumumba, et en 64, de l'engagement de mercenaires dans l'A.N.C., Mobutu se trouve au pied du mur.

La nouvelle vague de décolonisations, bien plus radicale que la première, a fait sonner l'heure des choix. Le masque nationaliste n'est plus qu'un lambeau. De choix, finalement, son régime n'en a guère. Lié à l'impérialisme il était, lié il doit rester. Cet impérialisme, aujourd'hui menacé, exige de ses alliés africains une plus stricte discipline. Ainsi a-t-on pu observer au sommet de l'O.U.A. à Port Louis (1976), le Zaïre s'aligner sur la politique africaine de Giscard d'Estaing. Justification de la sécession de Mayotte, soutien au « franc jeu » de la France à Djibouti et au sujet de la vente des centrales nucléaires par la France à la R.S.A., le président-fondateur s'est élevé « contre des sempiternelles condamnations des membres de l'O.U.A. sans portée concrète » (tiré de la presse zaïroise). Il nous faut remarquer que ces « sempiternelles condamnations » auxquelles le régime s'associait jadis ne l'avait jamais empêché d'augmenter le volume de son commerce avec la Rhodésie et la République Sud-Africaine et d'ouvrir la porte aux investissements du plus grand capital sud-africain, l'Anglo-American Corporation. Quant au plan Kissinger suivi des projets d'Owen et Vance sur la Rhodésie qui traduisent une simple adaptation de la stratégie impérialiste devant la nouvelle situation en Afrique australe, le soutien de Mobutu leur est assuré.

Au su des agissements du régime zaïrois contre l'Angola, nous devons nous interroger sur son rôle futur contre l'émancipation réelle des peuples du Zimbabwe, de Namibie et de l'Afrique du Sud. Ces pays ne sont pas limitrophes, mais la position du Zaïre dans l'Afrique subéquatoriale est stratégique. Donald Rumsfeld, ex-secrétaire U.S. à

la défense, l'a rappelé lors de sa visite du mois de juin 76 au Guide. « L'objet de ma visite au Zaïre, déclarait-il, est en rapport avec l'importance que revêt le domaine de la sécurité, de *l'environnement international* et de l'abri du danger... » et de souligner l'importance qu'attachent les U.S.A. aux relations avec le Zaïre.

En 75 déjà, le bruit avait couru de négociations américano-zaïroises au sujet de bases U.S. au Zaïre.

Il semble aussi que les Etats-Unis disposent d'une base de télécommunication à Baudouinville, sur les rives du lac Tanganyika. Quant à l'incroyable territoire de 100 000 km<sup>2</sup> sur l'étendue duquel l'Etat zaïrois a concédé à la société privée ouest-allemande O.T.R.A.G. (Orbital Transport und Raketten Gesellschaft) un « droit de jouissance intégrale », l'agence U.P.I. (United press international) a communiqué le 14 décembre 1977 que les Allemands de l'Ouest y procéderaient à des essais secrets de balistique de portée moyenne (I.R.B.M.) pour le compte des Etats-Unis.

Le rôle assigné par l'impérialisme à Mobutu et Vorster (la République Sud-Africaine possède aussi sa base de l'O.T.A.N. à Simonstown) est donc loin d'être terminé avec la guerre d'Angola.